À propos du contrat de thèse en sciences de l'homme et de la société.

Version préliminaire 0.5

En avril 1995, le rapport HotDocs [Rap95] préconisait la mise en place d'un *contrat de thèse* afin de préciser les droits et devoirs des différentes parties impliquées dans une formation doctorale : doctorant, directeur de thèse, directeur d'unité, employeur et responsable d'école doctorale. La reflexion présentée dans le rapport HotDocs délimitait le cadre du contrat de thèse, et un certain nombre de principes que celui-ci devrait vérifier.

Devant l'écho que cette idée a reçu, nous avons décidé de continuer notre réflexion et de concevoir un prototype de contrat de thèse qui puisse servir de modèle, ou même être employé tel quel dans un établissement d'enseignement supérieur. Ce travail s'est déroulé entre début mars et fin mai 1996, notamment sur les listes de discussion éléctroniques HotDocs et Reservoir-docs. Le prototype de contrat, accompagné par un texte explicatif, fut alors soumis aux États Généraux de l'université par la Confédération des Étudiants Chercheurs (cec) le 20 Mai 1996 [dE&H96].

Toutefois, au cours des nombreuses discussions qui ont eu lieu sur et en dehors d'Internet, entre individus ou au sein d'associations de doctorants, avec des chercheurs et enseignants-chercheurs, est apparue la différence de pratiques entre le monde des sciences de l'homme et de la société[1] et les sciences de la matière, de l'information et de la vie. De nombreux participants ont souligné que, si dans ces dernières disciplines, le contrat de thèse élaboré par HotDocs apparaissait comme une proposition relativement proche de la réalité, la situation en sciences humaines était différente.

Ce document est donc destiné à faire une sorte d'inventaire des problèmes spécifiques aux sciences humaines tels qu'ils apparaissent au membres du groupe action-hd. Il ne prétend pas déterminer des solutions précises mais constitue le point de départ d'une réflexion visant à envisager des moyens de faire évoluer les pratiques en sciences humaines dans la direction du contrat de thèse que nous avons proposé.

Les principaux points de différence entre les sciences humaines et les autres disciplines peuvent être regroupés en trois catégories :

- Celles qui proviennent de la structuration du milieu universitaire et de la recherche en sciences humaines, et aussi des débouchés à l'issue d'une formation doctorale en sciences humaines.
- Celles relatives aux pratiques scientifiques et aux méthodes d'encadrement propres aux sciences humaines.
- Celles en rapport avec les attentes des doctorants vis à vis d'une formation doctorale.

Terminologie Dans tout ce texte, nous désignerons par *sciences humaines* le vaste secteur regroupant d'une part les disciplines telles que le droit et les sciences économiques, mais aussi les sciences humaines à proprement parler (sociologie, histoire, géographie, éthnologie, psychologie, etc) et les lettres (lettres modernes et classiques, littératures étrangères et comparées, langues anciennes, etc). Lorsque nous parlerons d'un sous-ensemble disciplinaire, nous le désignerons explicitement.

1. Qui, administrativement, relèvent des Directions Scientifiques 6 et 7.

Les sciences autres que les sciences humaines seront appelées *sciences exactes*. Ce sont toutes les sciences de la matière, de l'univers, de la terre, de la vie, de l'information et les mathématiques. L'utilisation de ces deux expressions est guidée par l'usage.

Pour le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, les sciences humaines relèvent des Directions Scientifiques (DS) 6 et 7. Les sciences exactes relèvent des directions scientifiques 1 à 5 et 8.

1 Sciences humaines : structures et positionnement

Sans prétendre à l'exhaustivité, nous allons essayer d'expliciter comment le milieu académique se structure en sciences humaines, et quelles relations il entretient avec la sphère extra-académique par le biais des débouchés des formations doctorales[2].

Enfin, comme les auteurs de ce texte ne prétendent pas à une connaissance complète du monde des sciences humaines, ce qui suivra comprendra parfois plus de questions que de réponses. Le but est que ce texte serve de base à une réflexion de doctorants de sciences humaines sur leurs formations doctorales.

À titre d'information, l'appendice B rend compte d'un débat qui traverse la communauté de sciences économiques et de gestion concernant les formations de troisième cycles (des DEA/DESS à l'agrégation du supérieur en passant par le doctorat). Nous l'avons inclus dans ce document pour illustrer une spécificité de cette discipline. Nous souhaiterions vivement bénéficier d'autres contributions de ce type dans les autres champs disciplinaires des sciences de l'homme et de la société.

1.1 Chercheurs et laboratoires

Une des premières différences entre sciences exactes et sciences humaines se situe dans la relation des chercheurs et enseignants-chercheurs à la notion d'équipe. Bien entendu, les caractéristiques que nous allons dégager souffrent de nombreuses exceptions mais nous pensons qu'elles correspondent à des tendances générales réelles.

Dans les sciences exactes, l'impulsion expérimentale a imposé durant le XIXème siècle le regroupement des individus en équipes structurées d'où est sortie la notion d'unité de recherche telle que nous la connaissons aujourd'hui[3]. Un laboratoire est un ensemble de chercheurs ou enseignants-chercheurs et de personnel technique regroupés autour d'un ensemble relativement cohérent d'activités de recherches et partageant une infrastructure commune. Au delà de la notion de communauté thématique, la notion de laboratoire fait aussi référence à une notion géographique[4].
En général, les chercheurs travaillent au laboratoire, sur un dispositif expérimental ou dans des bureaux.

Au contraire, en sciences humaines, la recherche s'articule beaucoup plus autour de quelques individus. Ce sont des chercheurs confirmés qui s'entourent d'élèves et "font école". Le regroupement thématique se fait alors souvent sur un mode pyramidal, hiérarchisé, et non sur un mode horizontal comme en sciences exactes. Dans certaines disciplines de sciences humaines, l'absence d'appareillage expérimental rend inutile le regroupement sur un même site pour le partage de ressources techniques

[2] Il existe bien d'autres points de contact entre le milieu académique en sciences humaines et la société, mais nous nous limiterons à ce qui est en relation avec les formations doctorales.
[3] Au sens d'unité de recherche du CNRS, etc.
[4] Souvent un même batiment, ou un même étage.

propres à un thème spécifique. Le seul facteur de rapprochement géographique est fourni d'une part par les bibliothèques, et d'autre part par les activités d'enseignement.

Les chercheurs sont de fait souvent localisés dans les universités, lesquelles sont situées près de grandes bibliothèques et d'importants musées. La proximité de lieux de culture ou de pouvoir est aussi un facteur de concentration en sciences humaines. De fait, le gros de l'activité de formation doctorale en DS 6 et 7 est concentré dans la région parisienne. On le constate quantitativement sur la répartition géographique des DEA en DS 6 et 7 [DGR95, page 20] et des thèses soutenues en DS 6 [DGR95, pages 52 – 54]. Enfin, le bilan social du CNRS [CNR93] confirme cette tendance : le département scientifique Sciences Humaines et Sociales (SHS) concentre 65,4 % de ses effectifs chercheurs en Ile de France [5] alors que le taux global du CNRS hors instituts nationaux est de 47,7 % !

Concentrés dans les universités franciliennes, les chercheurs en sciences humaines n'y sont pas toujours présents, préférant souvent travailler à domicile. Ceci influence fortement la méthode d'encadrement comme nous le verrons dans la prochaine section.

Plusieurs bémols doivent être apportés à cette dichotomie. En effet, il existe des variations au sein du monde des sciences exactes comme en sciences humaines. Sans prétendre à une typologie complète, voici quelques exemples de nuances à apporter à ce schéma :

- Les mathématiques pures étant restées jusque très récemment [6] sans support “expérimental”, des pratiques telles le travail à domicile, ou la structuration pyramidale du milieu ont perduré assez longuement.

  En physique théorique, le même phénomène s'observe : ainsi le très célèbre Institut Landau à Moscou se résumait en un secrétariat et un séminaire hebdomadaire ; les chercheurs travaillant à domicile.

- À l'opposé, dans certaines disciplines en sciences humaines, de véritables laboratoires se sont développés. Partage d'idées, de ressources documentaires, informatiques, rassemblement de compétences sont à l'origine de cette structuration.

  De plus, l'ouverture par nature sur le secteur extra-académique et la nécessité pour ce dernier, de dialoguer avec des interlocuteurs solides, ont aussi contribué à la constitution de ces pôles d'excellence. C'est le cas notamment en économie. Quels que soient les centres d'intérêt (économie industrielle et de l'innovation, économie bancaire, économie des transports, économétrie, etc), les chercheurs se sont regroupés dans des unités de recherche au sein desquelles ils travaillent en équipe sur des projets d'envergure. Ce qui ne les empêche pas, en outre, de participer à des projets plus personnels dans le cadre de collaboration avec d'autres unités de recherche voire le plus souvent avec des organisations externes au secteur académique.

  Les doctorants bénéficient donc de telles structures d'accueil et de la logistique qu'elles supportent (bureau, documentation spécialisée, matériel informatique, secrétariat). Plus encore, le doctorant se trouve plongé dans une véritable ambiance professionnelle puisqu'il est amené à cotoyer au quotidien chercheurs et autres doctorants. Toutefois, il convient de nuancer : la solitude du thésard face à sa thèse, le sous-encadrement chronique, entre autres, demeurent.

5. Et même dans Paris vu que 85 % des chercheurs CNRS du département SHS franciliens dépendent des délégations régionales de Paris intra-muros.

6. L'apparition de l'outil informatique, son utilisation poussée en calcul numérique puis maintenant en calcul formel a suscité des évolutions.

Cependant, le doctorant bénéficie au moins de conditions matérielles décentes pour accomplir sa thèse.

- L'utilisation de matériels importants est présente dans certaines disciplines des sciences humaines comme la géographie ou l'archéologie par exemple. Dans ces deux domaines, le travail en équipe est une chose courante, sans doute plus que dans d'autres secteurs.

  Mentionnons aussi la sociologie où les techniques d'entretien ont beaucoup évolué, le caméscope remplaçant souvent le bloc-notes.

Évolutions possibles On peut se hasarder à quelques remarques prospectives suggérant un rapprochement entre la pratique du laboratoire en sciences humaines et en sciences exactes.

Le développement des systèmes d'information, de recherche documentaire informatique, d'accès à ces données par Internet va probablement changer fondamentalement les habitudes de travail en sciences de l'homme et de la société. Le principal apport sera de modifier le rapport aux bibliothèques : on peut imaginer que l'on fréquentera moins les bibliothèques, mais qu'on les consultera à distance.

Les chercheurs auront donc besoin d'avoir accès à des postes de travail connectés au réseau. Certains de ces postes seront sans doute dotés de capacités graphiques pour les besoins de certaines recherches, par exemple en géographie, en histoire de l'Art ou dans l'étude de manuscrits anciens. D'autres devront être capables de supporter d'importants débits ou de grosses bases de données littéraires, économiques, juridiques...

Pour ces raisons, sauf développement assez rapide de réseaux à haut débit et bas prix pour les particuliers, il est probable que cela entraînera un regroupement physique en unités de recherche des chercheurs analogue à ce que l'utilisation d'appareils expérimentaux a entrainé en physique ou en chimie.

Il convient de préciser que ce n'est qu'un scénario prospectif. Ce mouvement pourrait très bien être freiné ou empéché par la multiplication de postes de travail connectés au réseau dans les bibliothèques.

Paradoxalement, le développement des technologies de l'information pourrait entrainer un mouvement inverse en sciences dures : ainsi, les unités de recherche en astrophysique sont maintenant découplées des lieux d'observation[7]. Les laboratoires de physique théorique sont souvent assez éloignés des grands accélérateurs, des expériences d'unités multilocalisées se développent.

1.2 Les débouchés des docteurs

Généralités Les sciences exactes ont depuis longtemps trouvé un débouché extra-académique évident. Ainsi, on peut dire que le quart de siècle qui a suivi la seconde guerre mondiale fut dominé par la physique, en partie à cause de la guerre froide[8] : l'âge moyen des "*US faculty members*" en physique se met à augmenter *linéairement* à partir des années 70, signe d'un recrutement fortement stagnant. Ne lit-on pas dans cet article :

> "The importance of technological developments during World War II, such as radar and nuclear weapons, convinced people in power, in both government and industry, to support an unprecedented growth in physics. The bulk of this support was directed

[7] Le contrôle des télescopes de l'agence spatiale européene est en Allemagne !
[8] Voir Physics Today **42**, décembre 1995, page 26.

at a rich but narrow set of questions that appeared to be relevant to the defense and electronic industries."

Avec l'essor de la société post-industrielle, c'est-à-dire principalement tertiaire, c'est le traitement et la maîtrise de l'information qui est devenu un facteur important de réussite économique. Du coup, depuis la fin des années 70, on a assisté à un décollage industriel dans ce domaine. Il est d'ailleurs intéressant de constater comment ce marché, en dehors de quelques grands constructeurs, bouillonne au niveau de petites entreprises bâties autour d'une innovation technique issue de la recherche académique.

Enfin, la biologie connait un développement important dû à l'expansion de la demande de santé et des besoins de l'industrie agro-alimentaire dans les pays développés et, dans une certaine mesure, dans les pays en voie de développement.

Tout cela montre clairement l'implication du dispositif de recherche mais aussi d'enseignement supérieur en sciences exactes dans le tissu industriel secondaire et tertiaire.

À l'opposé, et pour caricaturer un peu, on peut dire que les sciences de l'homme et de la société sont restées plutôt académiques et destinent à l'enseignement supérieur et secondaire ceux qui s'y lancent.

Ce constat doit être modéré car les différentes disciplines des sciences humaines sont très différentes. On imagine sans peine que la relation entre une unité de recherche en économie des transports et le monde extra-académique n'est pas la même que celle d'un centre de recherches en archéologie. De fait, on observe que d'importants secteurs des sciences de l'homme et de la société, comme les sciences économiques et de gestion, mais aussi les sciences sociales, tendent à développer des liens de plus en plus étroits avec le monde extra-académique.

État des lieux statistique Des données quantitatives extraites des rapports de la Direction Générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT) viennent étayer les remarques précédentes.

- Ainsi, en DS6, les statistiques sur le devenir des docteurs de l'année 1994 montrent que 20,3 % des docteurs sont insérés dans l'enseignement secondaire en février 1995. Ce taux est de loin le plus élevé[9]. Le débouché dans l'enseignement supérieur (ATER et maîtres de conférences) représente 46,4 % des situations observées. Si on rajoute les débouchés en organismes publics de recherche, ce sont 71 % des situations observées qui correspondent à un emploi stable ou précaire dans le monde académique. Les entreprises ne représentent que 6,3 % des cas, et les administrations 7,2 %.

  À l'opposé, la DS8 — mécanique, génie électrique, productique, transports et génie civil — présente un taux d'insertion académique de 45,4 % et de 20,7 % dans les entreprises.

- La DS7 semble trouver plus de débouchés dans le monde extra-académique. On observe en effet 12,9 % d'insertions dans les entreprises. Les insertions dans le secondaire sont de quelques %. Le gros de l'insertion provient toutefois de l'enseignement supérieur qui représente près de 62,9 % des situations observées.

Les données de la DGRT montrent aussi que le post-doctorat est peu développé dans les sciences humaines. En fait, ce sont 37+62=99 soit moins de 4 % des docteurs de la promotion 1994 en sciences humaines – DS 6 et 7 – qui sont partis en post-doctorat à l'issue de leur thèse, à comparer aux

9. Le suivant étant les mathématiques avec 6,6 %.

641 départs pour la DS 5 qui représentent une proportion de 34 % ! On voit donc que la pratique post-doctorale concerne beaucoup moins de doctorants en sciences humaines qu'en sciences exactes.

Enfin, le fort taux de situations inconnues des DS 6 et 7 – près de 20 % – n'est-t'il pas une conséquence du caractère plus "solitaire" des chercheurs et des doctorants de ces disciplines ? De plus, il convient de rappeller qu'une forte proportion des thèses commencées en sciences humaines ne sont jamais soutenues : près de 55 % selon la DGRT.

En conclusion, nous pouvons dire que les éléments chiffrés de la DGRT permettent d'étayer les tendances décrites dans les paragraphes précédents. Il ne faut toutefois pas perdre de vue que des variations subsistent au sein des directions scientifiques : les données par GER [10] le montrent clairement. Enfin, les variations suivant les unités de recherche, les sujets de thèse, le cursus antérieur du doctorant [11] ne doivent pas être sous-estimées. Ce dernier point est d'ailleurs vrai pour les sciences exactes.

Évolutions possibles Une évolution de la demande est à prévoir en sciences humaines. En effet, dans certains secteurs des sciences sociales, économiques et juridiques, on peut imaginer une augmentation de la demande. Ceci a déjà été évoqué par exemple lors de la Consultation Nationale sur la Recherche en 1994. Une des raisons invoquées réside dans la montée en puissance de la décentralisation qui catalyserait un appel de compétences par les collectivités locales et régionales. Une autre raison invoquée est le poids croissant des préoccupations sociologiques, géographiques, dans le traitement de certains problèmes de société (aménagement urbain, politique régionales, etc). Mais il n'est pas évident de savoir comment cela se développera : la décentralisation remonte aux années 80 et on pourrait arguer que la demande de personnels formés par la recherche a atteint un pallier.

Lors d'une réunion avec plusieurs élus de la région Midi-Pyrénées organisée le 1er Juillet 1996 à Toulouse par le Collectif des Doctorants Toulousains, S. Didier (député UDF) s'est montré assez pessimiste sur les capacités d'absorbtion de docteurs par les collectivités locales.

Paradoxalement, cette évolution peut être source de difficultés. Un décalage entre les préoccupations académiques et les demandes d'employeurs potentiels extra-académiques apparaîtra sûrement dans nombre de situations. Par exemple, en droit, la demande extra-académique peut être assez éloignée des préoccupations de théoriciens du droit.

Une question est de savoir si le contrat de thèse ne peut pas être un moyen d'aider cette évolution. En effet, par la dimension de suivi, il peut permettre pour une unité de recherche ou pour une université de "mesurer" sa capacité d'insertion hors du monde académique.

Bien sûr, la difficulté réside dans les nuances à apporter suivant les différentes disciplines. Clairement, même si on peut espérer des améliorations en terme d'insertion extra-académique dans les sciences humaines globalement, le paysage restera contrasté suivant les disciplines.

2 L'encadrement en sciences humaines

2.1 Pratiques d'encadrement

De la même façon que la notion de laboratoire diffère entre sciences humaines et exactes, la pratique de l'encadrement doctoral n'est pas la même. On peut le voir au niveau des relations entre

[10] Groupe d'Expertise et de Recherche.
[11] En particulier l'agrégation du secondaire.

doctorant et directeur de thèse, ainsi qu'au niveau de la définition du sujet et de ce qui est attendu d'une thèse. La durée des thèses est également très différente suivant les disciplines.

Des données quantitatives sur les taux de soutenances montrent également une différence flagrante entre les sciences humaines et les autres disciplines.

Relations avec le directeur de thèse En général, le doctorant en sciences humaines est beaucoup moins en contact avec son directeur de thèse qu'un doctorant dans une discipline scientifique. Certains doctorants reconnaissent ne voir leur directeur thèse qu'une ou deux fois par an.

Il est également fréquent qu'un directeur de thèse "encadre" jusque 10 ou 20 doctorants. Ceci est relié à la faible fréquence des rapports entre directeur de thèse et encadrant. La question que l'on peut se poser, est celle de la signification d'une *formation doctorale* dans ce cas... Il s'agit en effet plus d'auto-formation que de formation par le directeur de thèse.

Il est intéressant de constater que la répartition des DEA par effectifs suit des règles analogues. Comme le mentionne [DGR95, Page 18], les DEA en sciences humaines et sociales présentent la distribution en taille la plus hétérogène et en particulier concentrent 60 % des DEA d'au moins 80 inscrits. On note même 7 DEA de plus de 300 inscrits ! À titre indicatif, l'effectif maximum dans les DS 1, 2 et 3 est de 90.

Définition du sujet et contenu de la thèse De plus, la définition du sujet n'a pas le même sens entre sciences exactes et sciences humaines. Dans le premier cas, la problématique est en général relativement bien définie au départ, même si le programme de travail n'est pas posé pour trois ans au départ. En revanche, en sciences humaines, une partie non négligeable du travail de recherche consiste à poser la bonne problématique et à trouver l'angle d'attaque correspondant — en clair à préciser et poser un sujet. Cette différence semble difficilement réductible, car de nature presque "culturelle". C'est une spécificité essentielle des sciences humaines.

Un autre point important réside dans l'exhaustivité des études en sciences humaines. Ainsi, en histoire comme en droit, une partie importante du travail de recherche consiste à élargir et explorer le fond documentaire. À l'opposé, on considère dans les disciplines scientifiques qu'une étude incomplète mais bien délimitée est recevable. Sa complétion pourra faire l'objet d'un travail ultérieur.

La durée des thèses Ces deux facteurs contribuent à rallonger le travail de thèse. Le danger est évidemment d'avoir des thèses qui, calquées sur le modèle de la thèse d'État, constituent l'œuvre d'une vie, mais qui sont catastrophiques en terme d'insertion professionnelle extra-académique et en terme d'avancement de carrière dans le monde académique[12].

Les rapports de la DGRT contiennent une étude assez détaillée de la durée des thèses par direction scientifique [DGR95, pages 42 – 43 et 59 – 60] et [**?**, pages 54 – 60]. Les données concernant l'âge des docteurs sont également importantes et bien sûr sont corrélées à la durée des thèses.

12. La seule donnée objective dont nous disposons est l'âge moyen de recrutement CR1 — qui n'est pas réglementairement plafonné — et qui était de 39 ans en 1994 en SHS, contre 35 en moyenne et 32,2 en Sciences Physique et Mathématique. Il serait également intéressant d'avoir les âges de recrutement comme maître de conférence et de promotion au grade de professeur à l'université afin de les comparer suivant les disciplines.

Signalons tout de suite que les enquêtes de 1994 et 1995 donnent des résultats très proches. Nous n'entrerons pas ici dans le détail des évolutions mais soulignons les traits les plus frappants :

– La valeur médiane [13] de la thèse est de 3,9 années et elle varie de 2,7 en DS2 à 3,8 en DS7 et 4,3 en DS6.

  Pour 1993 et 1994, en DS 6, 31 % des thèses soutenues ont été préparées en six ans ou plus contre 19,9 % en DS7 et surtout 4,2 % dans les sciences exactes !

– Dans toutes les directions scientifiques relevant des sciences exactes, l'age médian des docteurs est inférieur à 30 ans, alors qu'il est voisin de 36 en DS6 et de 32 en DS7. Le troisième quartile [14] est inférieur à 33 ans dans les sciences exactes alors qu'il est de 42 environ en DS6 et de 35 en DS7 !

Ceci montre que les sciences humaines se distinguent par une proportion assez importantes de thèse longues (5 ans et plus) et par une proportion assez élevée de docteurs agés (au delà de 32 ans). Ceci est à mettre en relation avec la présence plus importantes de doctorants pré-inserrés en sciences humaines : juristes travaillant dans des cabinets conseils, agrégés du secondaire affectés à temps partiel, etc.

Deux remarques doivent cependant être faites :

– Par de nombreuses participations à des colloques et des journées consacrées à l'insertion des docteurs scientifiques, nous avons appris qu'un âge trop avancé constituait un *handicap* pour le passage dans l'industrie.

  Le syndrôme de l'"étudiant attardé" fait des ravages, en particulier chez les post-doctorants de retour au pays.

– On ne sait pas quantitativement quelle est la nature des pré-insertions des doctorants en sciences humaines, et quelle est son influence sur le devenir du docteur ou même sur le taux de soutenance.

  Nous nous demandons dans quelle mesure, la durée plus longue des thèses en sciences humaines ne constitue par un frein à l'embauche des docteurs dans le secteur extra-académique.

2.2 Taux de soutenance

Pour la première fois, une estimation des taux de soutenance par direction scientifique a été effectuée par la DGRT dans [DGR95]. Les résultats sont assez frappants : le taux d'échec estimé est de 10 à 25 % sauf en sciences humaines où il atteint 55 % ! On se souviendra que de plus le taux de situations non précisées est considérablement plus élevé qu'ailleurs dans les DS 6 et 7 (Selon [DGR95], 21 % en DS6 et 15 % en DS7 contre 10 % pour l'ensemble des DS).

On doit donc constater qu'une partie importante de l'effort de formation doctorale effectué dans ces disciplines se perd dans la nature ! Certes, ceci est à mettre en regard du faible taux de financement et du peu de contacts – et donc du peu d'efforts ? – consentis par certains directeurs de thèse, mais est-ce pour autant une bonne chose ?

[13]. C'est à dire la valeur pour laquelle la moitié des thèses soutenues ont une durée inférieure et l'autre moitié une durée supérieure. Cette notion donne moins de "poids apparent" aux thèses longues que la durée moyenne.

[14]. L'âge au dessous duquel se trouvent 75 % de la population observée.

Dans l'optique d'une certaine professionalisation du doctorat qui a guidé la réflexion sur le contrat de thèse, il est souhaitable d'améliorer le taux de financement en faveur des DS 6 et 7. Mais nous soulignons que les chiffres ci-dessus suggèrent fortement qu'une amélioration des taux de financement est liée aussi à une augmentation des taux de soutenances. La collectivité nationale (secteurs public et privé confondus) est en effet en droit de demander des comptes sur l'utilisation des fonds alloués à la formation doctorale : la multiplications des thèses qui s'enlisent et n'aboutissent à rien de tangible n'étant pas faite pour encourager les financeurs potentiels. Il y a là un cercle vicieux qu'il conviendrait de briser par un effort bilatéral.

3 Les attentes des doctorants en sciences humaines

Il semble bien que sur ce point existe aussi des différences entre doctorants en sciences de l'homme et de la société et doctorants des autres disciplines.

Ce qui va suivre est basé d'une part sur des discussions avec des doctorants de sciences humaines et d'autre part sur de récents messages sortis sur HotDocs.

Deux questions se posent naturellement :

- Qu'attendent les doctorants en sciences humaines d'une formation doctorale en termes de formation, et en termes d'insertion professionnelle ?
- Pourquoi semblent-t-ils plus enclins à faire des thèses non financées que leur homologues des autres disciplines ?

Il semble que les doctorants en sciences humaines considèrent plus facilement le fait de faire une thèse indépendemment des problèmes de débouchés post-doctoraux. Sur ce point, on peut véritablement parler de différence culturelle assez bien résumée par cette discussion sur HotDocs :

Une doctorante de sciences exactes :

```
la Recherche a besoin de ces thesards. bien d'accord ! mais
j'admire cette vocation qui permet d'avoir cette seule motivation, si
tant est que la soit la reponse. Ca devient pire que de se faire pretre!
Je ne suis pas une mere Theresa ou un St Vincent de Paul, etc... si
ces litteraires ne bossent que pour le plaisir d'avoir fait une these
et fait avancer la Science, alors ce n'est pas une these qu'ils
meritent, c'est une aureole !
```

Réponse d'une doctorante en sciences humaines :

```
D'apres toi! Il ne t'est jamais venu a l'esprit que les thesards litteraires
pouvaient avoir une toute autre facon de fonctionner que la tienne? Tout le
monde ne cherche pas la reconnaissance. J'ignorais que l'uniformite
d'esprit etait a ce point pregnante. Remarque, je devrais le savoir, en
bossant sur l'influence sociale et les mecanismes de pensee convergente...
```

et aussi :

```
Ton probleme n'est pas forcement celui des autres. Il y a encore (et oui)
des gens qui entreprennent certaines choses pour le plaisir, et pas
seulement dans un but uniquement materiel (sans vouloir tomber dans la
dichotomie habituelle).
```

Cette notion de “thèse pour le plaisir” revient souvent comme motivation chez les doctorants de sciences humaines (comme de sciences exactes d'ailleurs). Ce qui interpelle, c'est qu'elle est souvent associée à une absence totale de préoccupations sur la formation doctorale. Bien entendu, ce sont des généralités et il y a beaucoup de fluctuations, mais il semble bien que le doctorat soit perçu dans une optique nettement moins professionnelle en sciences humaines que dans les autres disciplines où la préoccupation du débouché semble plus présente.

On peut alors se demander ce qui relève de la simple reproduction du modèle existant [15] – autrement dit la “tradition” – de ce qui est réellement imposé par des nécessités scientifiques. Que penser de ces commentaires d'une doctorante en droit sur les débouchés :

```
Quant aux debouches. En droit, si tu fais une these c'est que tu
veux rester a l'Universite. De la qualite de ta these dependra ta
qualification au CNU.
```

et sur les pratiques de recherche :

```
Je crois qu'il faudrait que les thesards comprennent que la
recherche n'est pas la meme selon les differentes diciplines et que des lors
des amenagements sont necessaires. Les "sciences dures" travaillent en
equipe dans des labos. Chez nous on est seul face a la these et ceci pour
une duree de 4-5 ans. Ce qui est sur c'est que j'ai voulu faire une these et
si je n'avais pas ete financee je l'aurai quand meme faite. Je ne sais pas
si on est plus desinteresse que les autres. En tout cas, j'aime ce que je
fais meme si ce n'est pas facile tous les jours.
```

4 Les problèmes posés par le contrat de thèse en sciences humaines

Les problèmes posés par le contrat de thèse en sciences humaines touchent principalement à deux sujets : d'une part le financement des thèses et d'autre part l'encadrement.

Dans le premier cas, c'est la limitation du nombre de doctorants encadrés simultanément qui a soulevé des polémiques. Il a été rappelé que dans les disciplines relevant des DS 6 et 7, le nombre d'encadrants habilités à diriger des recherches était trop faible pour permettre une telle limitation.

Concernant les financements, il a été argumenté que l'obligation de financement des doctorats énoncée dans le contrat de thèse “tuerait” la recherche dans certaines disciplines littéraires déconnectées de toute application extra-académique. Nous insistons sur le fait que cet argument a aussi été avancé par des doctorants des autres disciplines (sciences exactes) pour expliquer que certaines unités de recherche ou certains sujets souffriraient de l'obligation de financement.

Enfin, les propositions HotDocs allant dans le sens d'une régulation des flux de doctorants, elles ont chez certains entraîné un choc psychologique. Le doctorat étant souvent perçu uniquement comme un diplôme – et non pas comme une première expérience professionnelle – l'idée que l'on puisse subordonner l'inscription à certaines conditions dérange.

15. Travail solitaire, dégagé des contingences extra-académiques, thèses monumentales et très longues, calqué sur la pratique des chercheurs confirmés.

Nous allons examiner ces deux points et donner quelques éléments de réflexion sur chacun d'eux. Ces éléments ne prétendent pas être des solutions mais des pistes de réflexion pour ceux qui voudraient se pencher plus avant sur les modalités d'application du contrat de thèse en sciences humaines.

4.1 Le sous-encadrement : mythe ou réalité ?

Un des arguments avancé contre nos propositions de limitation du nombre de doctorants encadrés simultanément par encadrant se fonde sur le trop faible nombre d'encadrants pour les formations doctorales en sciences humaines.

Dans cette section, nous avancons quelques éléments chiffrés qui donnent une mesure du sous-encadrement en sciences humaines. Curieusement, il apparaît que cette question est liée aux taux de soutenance des thèses et aux catégories de personnels que l'on considère dans l'encadrement [16].

Données CNRS Les sections 31 à 40 du comité national sont consacrées aux sciences humaines et de la société. Une mesure du potentiel d'encadrement peut se faire d'une part au niveau des effectifs de directeurs de recherche mais aussi au niveau des effectifs CR1. En effet, sont recrutés ou promus CR1 de jeunes chercheurs présentant déjà une solide expérience de recherche.

Nous pensons qu'un certain nombre d'entre eux sont aptes à diriger une thèse autour d'un projet bien défini.

Le tableau suivant présente les effectifs DR et CR1 au 1er décembre 1995 pour les sciences humaines (première ligne) et exactes (seconde ligne), ainsi que le ratio CR1/DR :

Secteur	Effectifs DR	Effectifs CR1	CR1/DR
DS 6 & 7	736	1192	1,62
Autres	3747	4785	1,28

Données universitaires Pour 1994-1995, nous disposons des effectifs maîtres de conférences et professeurs dans trois catégories : les commissions relevant de la DS 7 (sciences juridiques, politiques et de gestion), de la DS6 (lettres et sciences humaines) et enfin des autres disciplines [17] (sciences exactes). Ces données sont résumées dans le tableau suivant :

Secteur	Prof	Effectifs MdC	MdC/Prof
DS6	3684	7241	1,97
DS7	2064	3172	1,54
Autres	6908	13259	1,92

Nombres de thèses Il est enfin utile de rappeler quelques données globales sur le nombre de thèses commencées, soutenues, et sur le nombre de doctorants inscrits en thèse pour les DS 6 et 7 et le secteur des sciences exactes.

Secteur	Commencés 94	Soutenues 94	En cours 95
DS 6	6050	2432	24592
DS 7	3714	1081	13206
Autres	8280	6728	30905

16. Rang A seulement ou rang A et une partie des rang B.

17. Les universitaires de médecine, odontologie et pharmacie ne sont pas comptés. Les médecins sont de loin les plus nombreux dans ces trois catégories. Si la formation doctorale tend à se développer en médecine, elle reste encore relativement marginale. Selon la DGRT, ce sont 1704 médecins qui sont en cours de thèse en 1995, à comparer aux 68703 inscrits.

Le rapport DGRT 1995 contient une estimation des flux de docteurs par direction scientifique pour 1998. En DS6, il reste approximativement constant à 2400. En DS 7, il augmente jusque 1400. Le flux en sciences exactes devrait tendre à se stabiliser. Pour résumer, on peut donc tabler sur un flux de docteurs scientifiques d'environ 6750 qui correspond à un flux de doctorants annuel d'environ 8500. En sciences humaines, le flux de docteurs maximal est d'environ 3800 par an. Si les taux de soutenance étaient de l'ordre de 70 %, cela correspondrait à un flux de doctorants annuel d'environ 5450. Avec un taux de 80 %, on arrive à 4750 doctorants par an.

Taux d'encadrements Nous avons calculé dans l'appendice A plusieurs taux d'encadrement. Ils correspondent en gros à une estimation du plus faible nombre moyen de doctorants par encadrant. Nous renvoyons le lecteur à l'appendice pour les détails et nous allons présenter ici les conclusions de cette analyse.

Celle-ci nous fournit deux idées intéressantes :

- En sciences humaines, comme en sciences exactes, l'encadrement de doctorants par des personnels de rang B (chargés de recherche et maîtres de conférence) permettrait d'augmenter significativement le nombre d'encadrants potentiels.

  Notons que cela se pratique déjà souvent en sciences exactes mais qu'on inscrit le doctorant avec un directeur administratif de rang A ou habilité. Dans le rapport HotDocs, nous avons souligné le danger de ce type de pratique, à savoir le rejet mutuel de responsabilité en cas de difficulté entre les deux directeurs de thèse.

  Nous suggérons que les personnels non habilités, ou de rang B, puissent encadrer des thèses mais pas de façon systématique. Un examen du projet doctoral et des éventuelles expériences antérieures d'encadrement nous semblent nécessaire. L'accord d'encadrement serait délivrée par le chef d'établissement [18] au vu du projet et des éventuelles expériences précédentes d'encadrement. Le contrat de thèse, parce qu'il permet un suivi de la qualité de la formation dispensée nous semble un outil adapté à ce mode de fonctionnement. Il peut ainsi jouer le rôle d'instrument d'évaluation naturel pour la délivrance de l'habilitation à diriger les recherches.

- Plus spécifiquement en sciences humaines, il est clair que l'on ne pourra atteindre des taux d'encadrement doctoraux raisonnables que par une *diminution* du nombre d'inscriptions en thèse que devrait accompagner une *augmentation du taux de soutenance*. En clair, moins de thèses lancées, mais autant de soutenances par le biais de thèses mieux encadrées correspondant à une véritable *formation doctorale*.

  Il nous semble qu'un objectif à atteindre serait une évolution des pratiques d'encadrement doctoral visant à reserrer les liens entre directeur de thèse et doctorant, de façon à augmenter le taux de succès tout en ne comprimant pas brutalement le flux de docteurs.

Pour résumer, l'analyse effectuée sur la base de thèses en 4 ans, avec un taux de soutenance de 70 % (voisin de ceux en sciences exactes) montre que les sciences humaines pourraient être dans une situation d'encadrement potentiel comparable aux sciences exactes [19].

18. Par exemple par le biais d'une commission des thèses habilitée à demander un avis d'expert sur le projet d'encadrement.

19. Avec les notations de l'appendice A, E_{A+B} de l'ordre de 1,7 contre 1,4 en sciences exactes.

La question est de savoir comment favoriser cette évolution tout en préservant les équilibres et les besoins de chaque discipline.

Il importe en effet de ne pas sacrifier des domaines qui ne présentent qu'un intérêt purement académique ou très fondamental mais qui sont importants dans l'architecture globale d'une discipline, ou tout simplement au confluent entre plusieurs disciplines. Comme l'avait fait remarquer A. Devaquet dans [?, pages 19 – 24], il convient de comprendre la recherche comme un processus complexe, un foisonnement de questions, de méthodes, d'idées, de concepts, mais aussi de d'outils, de techniques d'une très grande diversité et d'une redoutable complexité.

Nous avions souligné l'importance de ces équilibres dans le premier chapitre du rapport [Rap95], il convient encore de les souligner. Comme le dit A. Devaquet [?, voir pages 72 – 80] :

> "Regardons ensuite la démarche qui fait passer de la science à la technique. Rappelons simplement, ici, que pendant longtemps, la technique et la science se développèrent indépendemment l'une de l'autre. Aujourd'hui, seule une modeste partie de l'énorme production scientifique conduit à l'innovation technique. Et elle y conduit par un *chemin complexe*, *sans balisage*, qui fait intervenir des facteurs non scientifiques mal connus et des médiations obscures."

Mais au delà de la simple innovation technique, les grands équilibres mystérieux de la recherche sont un des facteurs importants dans le cheminement des connaissances dans le système éducatif. C'est par sa capacité à assurer la diffusion des savoirs, leur modification en fonction des évolutions scientifiques et leur descente des laboratoires où ils se créent vers le corps social qu'un système éducatif réussit.

L'"utilité" d'une discipline doit, selon nous, être estimée au vu de ces deux missions — développement technique ou applications d'une part et transformation et diffusion des connaissances d'autre part — parfois présente conjointement ou séparément, et pas toujours de manière immédiatement perceptible[20].

4.2 Le problème du financement

On trouvera en [DGR95, Pages 50 – 51] les données relatives au financement des thèse soutenues en 1994 et commencées en 1994. Il apparaît évident que les taux de financement en DS 6 et 7 sont plus bas que dans les autres disciplines.

Les financements en sciences humaines Mais on remarque aussi que le taux de financement des thèses *soutenues* est beaucoup plus élevé (environ 30 à 35 % en DS 6, 28 % pour le GER 7.1 et 60 % pour le GER 7.2) que celui des thèses commencées (de 10 à 14 % en DS 6, 14 % pour le GER 7.1 et 33 % pour le GER 7.2). Certes, on compare là des thèses commencées et finies la même année et du fait de la forte augmentation du nombre de thèses dans ces deux DS, on peut se dire que la chute de taux est la trace d'une augmentation du nombre de financements plus faible que celle du nombre de docteurs. Mais on peut se demander s'il n'y a pas un réel effet :

> Quelle est la corrélation entre le taux d'abandon en cours de thèse et le financement ou le non-financement des thèses?
> Ne doit-t'on pas mesurer les besoins en financement au vu des flux de thèses soutenues

20. Voir aussi le rapport [?] pages 9 et 10, et aussi le premier chapitre pour une réflexion sur les modalités d'action de l'État en matière de recherche.

et non pas des thèses commencées dans les DS 6 et 7?
Quelle est l'influence du non-financement sur les taux d'abandons en cours de thèse?

Nous manquons des données statistiques pour répondre à la première et à la troisième question mais nous pensons que ces deux questions doivent être abordées.

Concernant la seconde question, des éléments statistiques sur le nombre d'aides distribuées par disciplines existent. Nous allons les rappeler : sur l'ensemble des DS 6 et 7, si on additionne tous les financements pour les thèses commencées en 1994, on arrive à un total de 1510 financements.

On peut comparer cette donnée à la situation pour les docteurs qui ont soutenu leur thèse en 1994 et donc qui l'ont commencé environ 4-5 ans plus tôt. On remarque immédiatement que le nombre total de financements a augmenté de 40 %. Cette donnée montre une évolution favorable de la situation.

On note aussi que si, pour les docteurs ayant soutenu en 1994, le nombre de salariés [21] est d'environ 350, la rubrique correspondante [22] pour les doctorants ayant commencé en 1994 ne totalise que 160 doctorants.

Est-ce dû au fait qu'un certain nombre de doctorants n'obtiennent un salaire qu'après leur inscription? Est-ce dû à une diminution des doctorants financés par un salaire entre 1990 et 1994? Nous n'avons pas la réponse à ces questions.

Enfin, combien de doctorants financés se trouvent dans les situations inconnues? Probablement très peu d'allocataires du ministère [23] mais combien d'autres financements, d'autres salariés et dans quelles activités?

Rappelons enfin que la part des financements par salaire est considérablement plus élevé en sciences humaines (33 % des financements) qu'en sciences exactes (moins de 10 %) [24].

La jungle des "sans-financements" Ceci amène à étudier de plus près le vaste monde des "sans-financements", apparemment très important numériquement et très diversifié dans les sciences humaines. Mais avant cela, il faut faire une première typologie entre les doctorants.

Ainsi, nous jugeons souhaitable de distinguer plus clairement les doctorants en première insertion professionnelle et les autres. Ces doctorants font en général leur doctorat en formation initiale, ou en formation continue lors d'une de leur première insertion professionnelle. C'est par exemple le cas des agrégés littéraires jeunes qui effectuent une thèse tout en enseignant dans le secondaire. C'est aussi le cas de doctorants qui ont connu une interruption brève dans leur cursus, et éventuellement une première expérience professionnelle.

Parmi les autres doctorants, les situations sont extrêmement diverses. Des thèses faites à un âge plus avancé peuvent être préparées dans le cadre de la formation continue au sens où le doctorant en attend une retombée en terme de carrière. Cela peut être le cas d'une personne travaillant en R & D dans une entreprise et qui souhaite valoriser le travail de plusieurs années par une thèse. Ces cas ne posent à la limite pas de difficultés : il s'agit de personnes qui ont en général une situation matérielle assurée. Les cas difficiles semblent plutôt se rencontrer chez les doctorants en première insertion professionnelle. On peut alors parler de *précarité* : survie avec moins de 2000 F par mois, sans aucune protection sociale, à un âge avoisinant 30 ans, et parfois avec charges familiales (enfants).

21. Autres que les allocataires de recherche du ministère.
22. Rubrique *autres aides* dans le tableau de la page 51 du rapport [DGR95].
23. Enfin, espérons le...
24. Données pour les docteurs ayant soutenu en 1994.

Malheureusement, le rapport de la DGRT ne permet pas de savoir quelle est, dans la masse des doctorants financés par un salaire, la part de ceux qui sont d'une part en première insertion et d'autre part en situation précaire : sans financement, ou condamnés à des "petits boulots" sans rapport avec le travail de thèse: ce sont les "financements McDonalds".

On ne connait pas vraiment l'influence des différents types de situations précaires, ou même sans financement spécifique [25] sur le taux de soutenance. Or cela est à notre avis une information cruciale dont il faudrait disposer. Nous en sommes donc réduit à des questions pour ce qui concerne l'aspect statistique de la question.

Mais sur le principe, nous avons exprimé dans [Rap95] notre désapprobation face à ces situations précaires : nos propositions sur le statut social du doctorant [26] visent en premier lieu à y remédier. Pour finir, rappelons qu'on imagine mal un travail de thèse avancant rapidement lorsque le premier soucis du doctorant est celui de sa survie matérielle.

Financements et taux de soutenance : deux questions indissociables Comme pour la question des taux d'encadrement doctoral en sciences humaines, le problème est de savoir par rapport à quoi évaluer les besoins en termes de financements.

S'il s'agit de partir des flux de doctorants actuels à l'inscription, le non financement en sciences humaines est abyssal. Mais les taux d'abandons sont colossaux (près de 55 %). L'argument souvent invoqué est celui du travail "gratuit pour la Science" ou "fait pour soi". Mais que penser d'une thèse qui n'aboutit pas, et pour laquelle le directeur de thèse n'a eu que quelques contacts avec le doctorant. Reste-t'il une trace du travail effectué ? Plus crûment encore : la "Science" y gagne-t'elle quelque chose ?

On pourrait donc penser qu'il est plus pertinent d'évaluer le problème du financement au vu du flux de doctorants calculé dans l'hypothèse d'un taux d'abandon inférieur à 30 %. Dans ce cas, le problème est nettement moins absyssal qu'à première vue. Dans le tableau suivant, le flux entrant projeté de doctorants est évalué sur la base des prévisions de flux de docteurs de 1998 données dans [DGR95] avec un taux d'abandons en cours de thèse de 25 %.

Secteur	Flux projeté	Aides	Taux de financement
DS 6	3144	748	0,24
DS 7	1829	762	0,42

Dans cette hypothèse, les taux de financements sont multipliés par deux par rapport aux taux observés dans le rapport DGRT 1995 pour les thèses commencées en 1994.

On est certes encore loin de la situation en sciences exactes mais cela montre clairement comment une amélioration du taux de soutenance pourrait, si elle s'accompagne d'une diminution des flux d'inscriptions, diminuer l'ampleur du problème sans diminuer nécessairement le flux de *docteurs*.

Les allocations du ministère de la recherche ont connu un rééquilibrage en faveur des sciences humaines ces dernières années. Ainsi, entre 1992 et 1995, on est passé de 800 à 964 allocations distribuées en sciences humaines et sociales alors que ce nombre passait de 1600 à 1473 pour les DS 2 (Physique et chimie) et 5 (Sciences de la vie). Cette nouvelle répartition a été guidée par l'observation des flux et débouchés dans les différents secteurs disciplinaires. Comme il apparaît clair que les DS 2 et 5 sont encore en surproduction de docteurs, la nouvelle répartion des flux est plutôt saine.

25. Type allocation MESR, bourse des organismes de recherche, convention CIFRE, bourse régionale ou européenne, etc.

26. Relatives au financement des doctorats et aux prestations sociales afférentes.

La régulation des flux Enfin, il convient de poser aussi la question du bien fondé d'une augmentation forte des flux de doctorants dans certaines disciplines. Ne lit t'on pas dans [DGR95, page 68], à propos du GER *Sciences économiques et de gestion*:

> "Les perspectives d'insertion de ces docteurs ne peuvent pas être qualifiées de préoccupantes malgré la vive croissance du nombre des thèses (+24 % en un an)"

Rappellons que le flux de docteurs en DS7 est actuellement de 1035 docteurs pour 1994. La prédiction de la DGRT est de 1372 pour 1998 soit une augmentation de 33 %! Le rapport [?] prévoyait d'ailleurs cette explosion du flux de docteurs en page 64.

Le nombre d'emplois de maître de conférences dans la DS7 est pour 1996 de 218 postes[27]. Il est peu probable que ce nombre augmentera spectaculairement. L'insertion relativement bonne des doctorants du GER 7.2 reposera donc sur le développement d'une demande dans le secteur privé ou administratif.

Mais est-il raisonnable dans le contexte économique actuel de tabler sur une telle évolution? Ne vaudrait-il pas mieux adapter l'offre à une demande claire plutôt que de pratiquer une politique d'offre basée sur des intuitions?

On peut donc se demander si l'augmentation des flux de docteurs, et donc de doctorants, dans certaines disciplines des sciences humaines ne risque pas de les amener dans une situation proche de certains secteurs sinistrés des sciences exactes, comme la chimie, la physique et certains secteurs des sciences de la vie. À ceci près qu'il n'y aura pas l'anneau de stockage des séjours post-doctoraux pour amortir le choc... En cas de crise, on verra donc, ou bien le problème des débouchés exploser avec encore plus d'acuité qu'en sciences exactes, ou bien les abandons en cours de thèse se multiplier pour cause de reconversion. Ces deux scénarios auraient un très mauvais effet sur l'image de la formation doctorale dans le monde extra-académique. Dans le premier cas, c'est évident : une formation qui débouche sur de longues périodes de chômage est *de facto* dévaluée. Dans le second cas, la multiplication d'abandons de thèses donnerait de la thèse l'image d'un plaisir bohème, que l'on commence ou que l'on arrête à loisir, c'est-à-dire à l'opposé de ce que l'on attend d'une expérience professionnelle.

Conclusions

Cette analyse suggère que les modalités d'application du contrat de thèse en sciences humaines, en particulier les questions relatives au financement des doctorats et aux limitations d'encadrement, touchent de près à la question centrale de la finalité des études doctorales.

Nous suggérons que l'amélioration des taux de financements, et la limitation du nombre de doctorants par encadrant impliquent une modification des pratiques de formation doctorale en sciences humaines. Il s'agit clairement d'un choix marqué en faveur d'un certain rapprochement avec les pratiques en sciences exactes, en ce qui concerne le suivi du doctorant, la durée des thèses, et l'insertion du doctorant dans un environnement plus "professionnel" durant sa thèse (contacts avec son directeur de thèse, avec les autres doctorants).

Nous suggérons que l'amélioration des données quantitatives sur l'encadrement doctoral passe par l'encouragement de personnels de rang B à l'encadrement doctoral. Mais cela devrait aussi s'accompagner de pratiques d'encadrement plus proches entre doctorants et encadrants. L'objectif

[27] Sûrement un peu moins par le jeu habituel des mutations, détachements, etc.

serait de former mieux les doctorants et donc de faire chuter le taux d'abandons en cours de thèse. Ceci rendrait par ailleurs le problème des financements plus facile à aborder.

Il nous semble donc qu'il faille en passer par une diminution nette (division par 2 au moins) des taux d'abandons pour espérer des améliorations significatives sur ces questions.

A posteriori, on peut attendre un effet de ces évolutions (que nous encourageons) sur l'image des formations doctorales dans le monde extra-académique. À moyen terme, elle pourrait catalyser un changement de mentalités sur la formation doctorale et avoir des effets en termes d'emplois.

Il nous semble que le contrat de thèse peut encourager ces modifications de comportement. La question que nous posons est celle des adaptations à lui apporter et des modalités d'application propres aux sciences humaines à imaginer pour avancer dans cette direction.

A Estimations de taux d'encadrement potentiels maximaux

À partir des données sur les effectifs d'enseignants-chercheurs et de chercheurs dans les différentes catégories, et des estimations de flux de docteurs par la DGRT, il est possible d'estimer le taux d'encadrement potentiel en sciences exactes et en sciences humaines (DS6 et 7). Bien entendu, il s'agit d'un taux maximal car toutes les personnes que nous allons considérer comme encadrants potentiels ne souhaitent pas forcément encadrer un doctorant pour tout un tas de raisons. Néanmoins, cela donne une vision semi-quantitative de la situation démographique quant à l'encadrement doctoral.

Nous allons d'abord calculer le rapport entre le nombre de doctorants N_D et une borne inférieure du nombre d'encadrants N_A de rang A (DR CNRS et professeurs). Il s'agit d'une borne inférieure car il existe d'autres organismes de recherche que le CNRS. Néanmoins, l'université et le CNRS fournissant le gros des bataillons de chercheurs, c'est une bonne estimation. Le taux N_D/N_A sera noté E_A.

Nous calculerons aussi un nombre d'encadrants potentiels N_{A+B} (de rang A et une partie des rang B) que nous évaluerons par DR+Prof+CR1+0,5 MdC. Le coefficient 0,5 est là pour ne prendre en compte que les maîtres de conférences relativement expérimentés (analogue de CR1). Le nombre que nous obtenons est une surestimation du nombre d'encadrants. Le taux N_D/N_{A+B} sera noté E_{A+B}

En sciences exactes, le nombre de doctorants en thèse est connu. En sciences humaines, il en est de même mais on se souvient du très fort taux d'abandon en cours de thèse. Nous allons donc estimer un effectif à partir du flux de docteurs estimés par la DGRT en sciences humaines pour 1998, en supposant en taux d'échec de 30 % et une durée des thèses de 4 ans. Cela nous donne $4 \times 5450 = 21800$. C'est ce que l'on pourrait attendre avec une durée des thèses un peu plus courtes, et surtout un taux d'abandons en cours de thèse analogue à celui des sciences exactes.

Rappelons que le nombre de doctorants de sciences humaines en cours de thèse était en 1994 d'environ 37800 !

Ceci montre que la question de la limitation du nombre de doctorants par encadrant est sans aucun doute lié à la modification du taux d'abandons en cours de thèse.

Le tableau suivant résume les calculs. Pour les sciences humaines, la première ligne donne les estimations avec une population de 37800 doctorants, qui est une estimation de la population réelle. La seconde ligne donne les taux avec une population doctorale de 21800, c'est à dire pour un taux de soutenance de 70 % et une durée des thèses de 4 ans.

Secteur	N_D	N_A	E_A	N_{A+B}	E_{A+B}
Sciences	30900	10655	2,9	22070	1,4
DS 6 et 7	37800	6214	6,1	12614	3
	21800	6214	3,5	12614	1,7

B Débats autour du troisième cycle en Sciences-Economiques

Les sciences économiques et de gestion, tout comme le droit, présentent par rapport aux autres une spécificité en matière de recrutement des professeurs d'université, spécificité d'ailleurs qui ne se retrouve dans aucun autre pays.

Ce recrutement passe par un concours au caractère académique constitué d'une sélection sur travaux et de trois leçons orales : l'agrégation de l'enseignement supérieur.

Sans entrer dans les détails de cette procédure, notons qu'il s'agit de préparer dans un temps limité (8 heures ou 24 heures pour la deuxième) et de présenter face à un jury composé de Professeurs, une intervention orale sur un sujet dévoilé au dernier moment [28]. La deuxième épreuve originale, dont la préparation est collective [29] consiste à répondre à une question du jury choisie dans un thème plus général défini préalablement.

Ce travail de préparation collective pose d'ailleurs un problème d'équité dans la mesure où il avantage les équipes parisiennes par rapports aux provinciaux (connaissance des réseaux, bibliothèques, coût des déplacements...). Enfin cet exercice repose en partie sur un exercice de style très réglementé dans la forme.

Jean-Jacques Laffont, Professeur à l'Université des sciences sociales de Toulouse I, qui est une des figures actuelles des sciences économiques, fait état dans un article récent d'un débat qui s'enlise depuis des années sur ce mode de recrutement et qui concerne plus largement l'ensemble de la formation de 3ème cycle [30]. Nous exposons en partie, ici, son argumentation qui montre quels peuvent être les débats autour des formations de troisième cycle et des filières de recrutement du monde académique dans cette discipline.

Jean Jacques Laffont remet en cause radicalement un tel fonctionnement. Il dénonce le caractère obsolète des modalités de l'agrégation du supérieur.

Mais sa critique va bien au-delà et vise clairement l'ensemble de la formation de troisième cycle. Il propose alors une refonte complète de l'ensemble du troisième cycle universitaire en Sciences Economiques qu'il considère comme inadapté.

Le modèle français, qui repose sur une charge d'enseignement réduite et sur une initiation à la recherche s'oppose au modèle qui s'est imposé dans d'autres pays où les études sont plus longues et destinées à fournir le bagage de l'économiste professionnel (maîtrise des notions fondamentales). Les étudiants sont alors lancés dans la recherche de haut niveau avec un objectif de publication dans les revues internationales. Par ce travail, l'économiste aux bases solides est apte à exercer le métier d'économiste professionnel dans une grande entreprise, une administration ou une organisation internationale. Laffont explique que le système français n'est pas actuellement en mesure de produire ce type d'économistes. Et il estime que les économistes français, sauf quelques rares exceptions, sont absents des conférences internationales et même européennes.

28. Le candidat a le choix d'une spécialité pour la troisième épreuve.
29. Le candidat constitue une équipe de travail.
30. Article publié dans la Revue d'Economie Politique en Mars-Avril 1995.

À l'opposé, en France, l'étudiant qui arrive en troisième cycle ne dispose généralement pas des bases générales et pour celui qui souhaite intégrer l'Université, l'agrégation du supérieur l'oblige à investir dans la maîtrise d'une culture générale — mythe du savoir universel — qui l'empêche de se spécialiser dans une recherche avancée. Par conséquent les thèses s'enferment dans des tours d'horizons et des spéculations générales. En terme de débouchés, les conséquences sont immédiates. Les administrations et les entreprises préfèrent recruter à des fonctions d'économistes, les élèves ingénieurs de grandes écoles qui, je cite, "en général ne savent pas grand chose de solide en économie".

Laffont avance alors quelques solutions pour restaurer la compétitivité en sciences économiques. Il évoque la supression de certains DEA pour les remplacer par des DESS. Pour répondre aux carences décrites du sytème, il trace à grands traits une formation de troisième cycle qui serait composée de 2 années d'études générales, d'une année d'initiation à la recherche et de deux années de thèse. Cette proposition est à comparer à la durée moyenne actuelle des thèses en Economie-Droit (DS7) qui est supérieure à 4 ans [DGR95].

Cet auteur propose aussi d'alléger l'agrégation du supérieur en insistant davantage sur les travaux de recherche du candidat. (Présentation des travaux devant un jury de spécialistes et de professionnels nationaux et internationaux suivie d'une leçon d'économie et d'un débat).

Pour conclure, Jean-Jacques Laffont fait de cette réforme dont les incidences peuvent aller jusqu'à revoir les enseignements de second cycle, un passage obligé pour rendre compétitive l'Université Française.

Références

[CNR93] *Bilan social du cnrs*, 1993.

[dE&H96] Confédération des Etudiants Chercheurs & HotDocs, *Contribution aux états généraux de l'Université*, Mai 1996.

[DGR95] DGRT, *Rapport sur les études doctorales*, December 1995.

[Rap95] *Formation doctorale : enjeux, bilan, propositions*, 1995.

Table des matières